

En action



Unis pour construire ensemble un système alimentaire résilient, durable, sûr et sain !

Octobre 2022

Avant-propos 2

Dans la boucle 3

Ne laisser PERSONNE de côté : Célébrez avec nous la Journée mondiale de l'alimentation le 16 octobre prochain !

A la une 5

WUWM a co-organisé avec Eurocities, une réunion d'experts intitulée «Villes et marchés de gros - Opportunités de collaboration pour la durabilité et l'accessibilité à des aliments» : Retrouvez les principaux résultats ici!

Dans les faits 7

En vedette 8

#WUWM2022, favoriser la coopération pour atteindre l'ODD 12.3 : Seules l'innovation et les investissements dans de meilleures chaînes d'approvisionnement alimentaire peuvent prévenir l'aggravation du gaspillage alimentaire

Entretien 10

avec Abdullah Al Hameli, PDG des villes économiques et des zones franches, Groupe AD Ports, à propos de la conférence #WUWM 2022

Entretien 13

avec Delphine Acloque, experte des systèmes alimentaires dans les pays de la région MENA.

Bonnes pratiques 18

Peter Defranceschi, partage avec nous le «Manifeste pour des standards minimaux alimentaires dans les cantines scolaires» qu'ICLEI vient de lancer

Événements 20

Le groupe des marchés de rue du WUWM s'est réuni à Stugart (Allemagne) avec l'association allemande des marchés de gros afin de promouvoir les marchés de rue de produits alimentaires frais et de planifier les événements à venir!

Dans le monde de WUWM 22





Avant-propos

Chers lecteurs,

Le mois d'octobre approche, tout comme notre conférence, qui se déroulera du 19 au 21 octobre à Abu Dhabi, sur le thème «La sécurité alimentaire mondiale au XXème siècle : risques, défis et solutions pour garantir un approvisionnement en aliments frais résilient et durable».

2

La conférence abordera les défis les plus urgents auxquels sont confrontés les systèmes alimentaires mondiaux. Cette conférence réunira des acteurs de terrain, ceux qui assurent la livraison quotidienne d'aliments frais à une multitude de citoyens dans le monde, avec d'autres acteurs cruciaux de la chaîne - des autorités locales, nationales et internationales -. Au-delà d'une vue d'ensemble de la situation de la sécurité alimentaire dans le monde, de l'identification des flux et des risques, et de l'évaluation des défis de l'approvisionnement alimentaire dans le monde post-COVID-19, nous espérons que cette conférence sera un tournant pour le secteur des aliments frais avec un engagement clair de tous les acteurs de la chaîne de valeur à s'engager dans une transformation rapide de notre secteur vers la durabilité et la résilience.

La conférence du WUWM à Abu Dhabi sera en effet un moment crucial pour faire coopérer ensemble tous les acteurs clés de notre secteur, car il est clair qu'aucun changement n'est possible sans dialogue ni alliances entre les différentes parties prenantes de notre industrie. Toutes nos opérations doivent être repensées selon une approche systémique et



réparatrice de nature à garantir une meilleure alimentation à tous. Pour renforcer cette approche, nous sommes fiers d'avoir des intervenants de très haut niveau, comme S. E. Mariam bint Mohammed Almheiri, Ministre du changement climatique et de l'environnement des Émirats arabes unis, le directeur général de la FAO, M. Qu Donguy, Mme Maimunah Mohd Sharif, directrice exécutive d'ONU-HABITAT, et bien d'autres experts de premier plan.

L'objectif sera de proposer des moyens audacieux et des pistes concrètes pour créer cette nouvelle «architecture alimentaire» durable, de la ferme à la fourchette, avec de meilleures chaînes d'approvisionnement, une meilleure nutrition, un meilleur environnement et une meilleure vie pour tous, sans que personne ne soit laissé pour compte.

Nous invitons tous nos membres, partenaires, et, acteurs du secteur à se joindre à nous !

Cordialement,

Stéphane Layani,
Président de la WUWM

Dans la boucle:

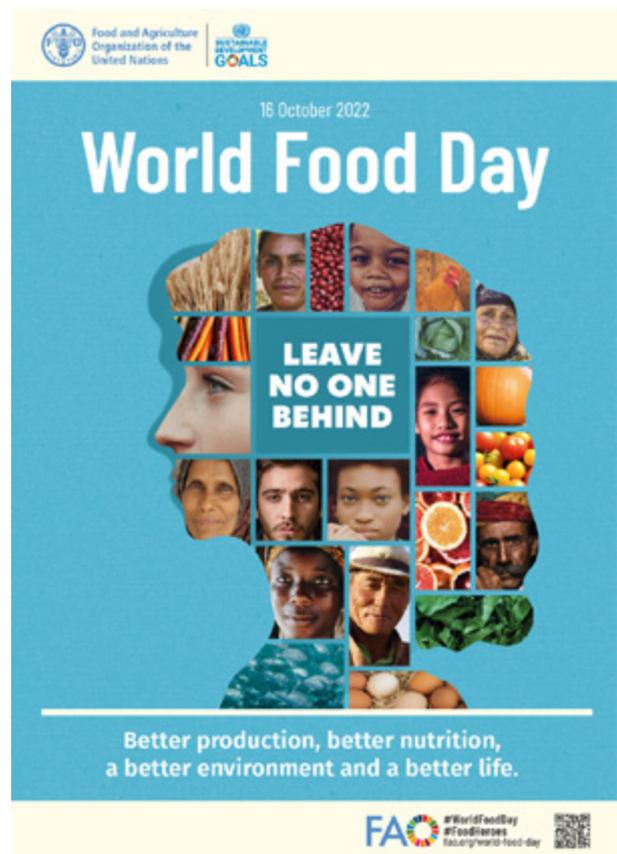
“Ne laisser PERSONNE de côté” : Célébrez avec nous la Journée mondiale de l'alimentation le 16 octobre prochain!

La Journée mondiale de l'alimentation était à l'origine destinée à marquer le jour de la création de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en 1945. L'objectif de cette célébration est de sensibiliser le public à la faim, à la malnutrition, à la durabilité et à la production alimentaire. La célébration de la Journée mondiale de l'alimentation contribue à faire prendre conscience des besoins cruciaux des politiques agricoles et alimentaires, mises en œuvre par les gouvernements du monde entier pour s'assurer qu'il y a suffisamment de nourriture disponible pour tous.

Cette journée est largement célébrée par de nombreuses autres organisations concernées par la faim et la sécurité alimentaire, autres que les Nations Unies : dont le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et le Fonds international pour le développement agricole.

L'action collective dans 150 pays du monde entier est ce qui fait de la Journée mondiale de l'alimentation l'une des journées les plus célébrées du calendrier de l'ONU. Des centaines d'événements et d'activités de sensibilisation rassemblent les gouvernements, les entreprises, les OSC, les médias, le public et même les jeunes.

Cette année, le thème de la Journée mondiale de l'alimentation 2022 est «Ne laisser personne de côté». En 2022, nous devons faire face à une pandémie continue, à la violence, à un climat qui se réchauffe inexorablement, à l'inflation, à la hausse des prix des matières premières et de l'énergie et aux tensions internationales. Tout cela a un impact négatif sur la sécurité alimentaire mondiale.

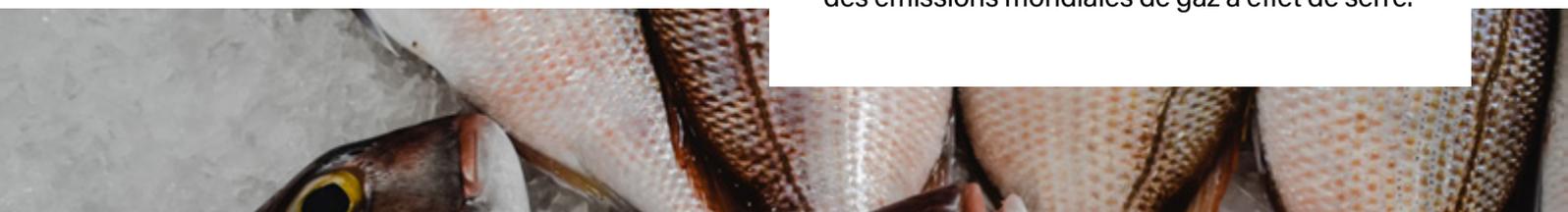


Dans ce contexte, il est urgent d'agir pour créer un monde où chacun, partout, a un accès régulier à une alimentation suffisante et nourrissante. Personne ne doit être laissé pour compte.

Selon le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies, les ménages des économies émergentes consacrent en moyenne 25 % de leur budget à l'alimentation - jusqu'à 40 % en Afrique subsaharienne et 60 % en Haïti. La hausse de l'inflation met les familles dans une situation désespérée et perpétue le cycle de la pauvreté d'une génération à l'autre, en particulier dans les zones rurales. En outre, 276 millions de personnes sont confrontées à une grave insécurité alimentaire, avec une augmentation de 25 % de la faim aiguë depuis que la Russie a envahi l'Ukraine.

D'autres statistiques récentes de la FAO montrent qu'aujourd'hui :

- Près de 40 % de la population mondiale n'a pas les moyens d'avoir une alimentation saine.
- 2 millions de personnes sont obèses ou en surpoids en raison d'une mauvaise alimentation et d'un mode de vie sédentaire.
- Les systèmes alimentaires du monde sont responsables de plus de 33 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre.



▪ 15 % de la nourriture mondiale est perdue en raison d'une récolte, d'une manipulation, d'un stockage et d'un transit inadéquats, et 17 % est gaspillée au niveau du consommateur.

▪ Les systèmes agroalimentaires mondiaux emploient plus d'un milliard de personnes, soit plus que tout autre secteur.

▪ Plus de 80 % des personnes en situation d'extrême pauvreté vivent dans des zones rurales et beaucoup dépendent de l'agriculture et des ressources naturelles pour vivre. Ils sont généralement les plus durement touchés par les catastrophes naturelles et anthropiques et sont souvent marginalisés en raison de leur sexe, de leur origine ethnique ou de leur statut. Ils doivent lutter pour avoir accès à la formation, au financement, à l'innovation et aux technologies.

La FAO appelle à une action urgente pour garantir des systèmes agroalimentaires durables dans lesquels chacun aura accès à une gamme variée d'aliments abordables, nutritifs et sûrs, et où personne ne souffrira de la faim ou de la malnutrition de quelque manière que ce soit.

Les systèmes agroalimentaires durables peuvent assurer la sécurité alimentaire et la nutrition des générations futures sans mettre en péril l'économie, la société ou l'environnement. En fin de compte, ils conduisent à des méthodes de production plus efficaces et efficientes, à une meilleure nutrition et à un environnement plus sain pour tous.

Dans ce nouveau monde post COVID-19, il est clair qu'une approche différente est nécessaire immédiatement. La pandémie, en plus de rendre la vente des récoltes plus difficile pour les agriculteurs - qui doivent déjà faire face à la variabilité et aux aléas climatiques - elle a également aggravé la pauvreté dans les villes, amenant un nombre croissant de personnes à avoir recours aux banques alimentaires. Il est nécessaire d'investir dans des systèmes agroalimentaires efficaces et régénérateurs capables de nourrir 10 milliards de personnes d'ici à 2050.

“Ensemble, nous pouvons transformer les systèmes agroalimentaires et mieux construire l'avenir en mettant en œuvre des solutions durables et systémiques.”



La WUWM est fière de participer à cette journée et de promouvoir des chaînes de valeur efficaces et durables pour les aliments frais. L'accès à une alimentation saine devrait être un droit pour tous. Nous pensons qu'un environnement alimentaire sain et durable nécessite une infrastructure adéquate capable de supporter de grands volumes d'approvisionnement quotidien pour tous dans un monde hautement organisé. Dans ce contexte, nous pensons que les marchés de gros modernes de produits frais sont au cœur de cette nouvelle approche de la sécurité alimentaire, car ils sont les principaux fournisseurs d'aliments frais, de qualité et de saison aux citoyens du monde entier. Souvent, les infrastructures publiques (ce qui est le cas pour plus de 90% des marchés de gros dans le monde) sont le bras opérationnel des gouvernements pour assurer un meilleur approvisionnement en aliments frais. Elles ont également le potentiel de devenir la pierre angulaire de la reterritorialisation et de la transformation durable des systèmes alimentaires locaux. En structurant et en donnant de la transparence au marché, les infrastructures jouent un rôle crucial pour assurer la commercialisation des produits aux agriculteurs ruraux, en favorisant la stabilité des prix et en réduisant le gaspillage alimentaire tout au long de la chaîne. En fin de compte, les marchés de gros réduisent les prix pour les consommateurs et contribuent à rendre les produits frais plus accessibles aux ménages pauvres.

Ensemble, nous pouvons transformer les systèmes agroalimentaires et mieux construire l'avenir en mettant en œuvre des solutions durables et systémiques qui prennent en compte le développement à long terme, la croissance économique inclusive et une plus grande résilience.

Il est temps de travailler ensemble et de créer un avenir meilleur et plus durable pour tous. Faites de la #WorldFoodDay VOTRE journée. Rejoignez l'appel en organisant un événement ou une activité ou montrez comment vous agissez en vous connectant avec nous en ligne !

A la une:

WUWM a co-organisé avec Eurocities, une réunion de travail d'experts «Villes et marchés de gros - Opportunités de collaboration pour la durabilité et l'accessibilité à des aliments»: Retrouvez les principaux résultats ici!

La WUWM a co-organisé avec Eurocities, le Pacte Urbain de Milan et l'initiative «European Union Food Trails» une réunion de travail de haut niveau avec plusieurs représentants de villes européennes et de marchés de gros le 26 septembre. Le titre de l'atelier était «Villes et marchés de gros - Opportunités de collaboration pour la durabilité alimentaire et l'accessibilité à des régimes alimentaires sains». L'objectif de l'atelier était de présenter les bonnes pratiques de coopération entre les marchés de gros et les villes. L'idée est de mettre en avant les collaborations multiples et intersectorielles que les villes peuvent favoriser avec les marchés de gros afin d'atteindre les objectifs de la ville en termes de meilleure accessibilité à des régimes alimentaires sains, de meilleure nutrition, de meilleure logistique, d'économie circulaire et de secteur plus vert.

Au cours de la réunion, les experts ont montré la forte relation entre les marchés de gros et les villes et combien il est vital de favoriser cette relation pour bénéficier de tout le potentiel qu'elle peut créer. Des exemples divers et concrets de trois des principaux marchés de gros en Europe ont été présentés sur différents thèmes des politiques urbaines :

Le marché de gros de Rome a présenté un projet visant à prévenir les pertes et le gaspillage alimentaire, «Frutta che Frutta non Spreca», une initiative concrète visant à réduire le gaspillage alimentaire en récupérant les excédents de fruits. CAR construit une infrastructure de traitement sur place afin de transformer et de mettre en conserve les fruits frais sous forme de purées et de confitures écrasées. Cette procédure permet de prolonger la durée de vie de ces produits de 1 semaine à 6 mois et d'aider les personnes

pauvres à avoir accès à une alimentation plus saine - puisque ces boîtes sont distribuées à très bas prix dans des magasins spéciaux «solidaires» autour de Rome.

Un deuxième cas de collaboration entre la ville et le marché de gros a été présenté par Mercamadrid, qui a présenté deux meilleures pratiques : La première concerne la coopération avec la mairie de Madrid pour favoriser une mobilité durable, efficace et connectée dans le but de décarboniser le transport de marchandises pour la mobilité électrique. Ensemble, ils développent : 200 stations de recharge pour les véhicules électriques comme le camion « Volta zero », qui est le premier camion électrique sur le marché ! Des usines d'hydrogène pour créer de l'énergie grâce à l'énergie solaire et l'eau de Madrid pour alimenter les véhicules lourds comme les camions ou les bus, et les flottes de véhicules zéro émission.



**EURO
CITIES**



**MILAN
URBAN
FOOD
POLICY
PACT**

**FOOD
TRAILS**





Le deuxième projet concerne l'éducation au système alimentaire et à une alimentation saine. La mairie de Madrid fait venir des écoliers à Mercamadrid pour sensibiliser les enfants au fonctionnement de la chaîne alimentaire dans une perspective durable.

La troisième bonne pratique a été présentée par le marché de Rungis à Paris. Le projet s'appelle «Agoralim» et il est prévu d'être terminé dans 10/15 ans. Il s'inscrit dans le cadre de la satisfaction des besoins alimentaires de Paris et de ses environs qui comptent plus de 18 millions d'habitants. L'objectif du projet est de créer un environnement alimentaire durable qui puisse fournir aux citoyens des aliments locaux plus riches, moins chers et plus frais. Un point clé est la reterritorialisation des chaînes d'approvisionnement alimentaire en renforçant la relation entre les agriculteurs et les consommateurs. Agoralim aidera les agriculteurs locaux à se transformer efficacement en agriculture durable en leur fournissant 100 hectares de terres agricoles et en les soutenant financièrement et techniquement. Plusieurs villes sont engagées dans Agoralim aux côtés d'autres acteurs majeurs (agriculteurs, associations, détaillants, etc.). Il s'agit là d'un exemple clair d'engagement entre les villes et les marchés de gros pour favoriser la transition des systèmes alimentaires dans des projets concrets.

6

Pendant longtemps, les villes n'ont pas été considérées comme des acteurs majeurs en termes de politiques alimentaires, principalement parce que les aliments sont généralement produits dans les zones rurales. Néanmoins, la pandémie du COVID-19 et d'autres événements majeurs ont remis sur la table l'importance de l'engagement des villes dans les politiques alimentaires et le rôle que les autorités locales peuvent jouer dans le développement des systèmes alimentaires durables. De plus, lorsque les villes ne collaborent pas avec les marchés de gros, elles peuvent développer des politiques qui sont ensuite difficiles à suivre par le secteur. Renforcer la collaboration permet de gagner en efficacité en termes de logistique plus efficace et plus écologique, d'approvisionnement alimentaire, de promotion des agricultures locales, d'éducation des enfants à une alimentation saine, de réduction des déchets alimentaires, d'aide aux banques alimentaires et de création de nouvelles sources d'énergie (biogaz, panneaux solaires, etc.).

“Au cours de la réunion, les experts ont montré la forte relation qui existe entre les marchés de gros et les villes et combien il est vital de favoriser cette relation pour bénéficier de tout le potentiel qu'elle peut créer.”

À la WUWM, nous voulons soutenir et faciliter la coopération entre les villes et les marchés de gros, nous pensons que cette collaboration est essentielle pour assurer la sécurité alimentaire et les OMD dans les villes. Nous nous réjouissons de renforcer notre relation avec Eurocities et avec d'autres organisations de villes partageant nos valeurs de meilleures politiques alimentaires et plus de durabilité dans les villes !

Dans les faits :

- Près de 40 % de la population mondiale n'a pas les moyens d'avoir une alimentation saine.
- D'après le Rapport mondial sur les crises alimentaires 2022 - Mise à jour semestrielle, le nombre de personnes en situation de crise alimentaire ou de malnutrition devrait atteindre 205,1 millions dans 45 des 53 pays/territoires. Le nombre le plus élevé de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë dans l'histoire de la CMFC.
- La pauvreté et la sécheresse sont les causes les plus courantes des pénuries alimentaires dans le monde.
- L'agriculture est à l'origine d'environ 23 % des émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine et utilise jusqu'à 92 % de l'eau douce de la planète.
- Selon le Forum économique mondial, la réduction des déchets alimentaires est le troisième moyen le plus efficace de lutter contre le changement climatique.
- Près de la moitié des fruits et légumes produits sont gaspillés dans le monde (PNUE).
- Le manque de technologie et d'infrastructures est la principale cause du gaspillage alimentaire en Afrique, contrairement au gaspillage alimentaire des ménages dans le monde développé.
- Les systèmes agroalimentaires mondiaux emploient plus d'un milliard de personnes, soit plus que tout autre secteur.
- L'agriculture fait partie des secteurs les moins pénétrés en termes de numérisation et d'application de la technologie numérique. Néanmoins, de nombreuses études ont montré que la technologie peut contribuer à transformer le système mondial de production alimentaire et à atténuer son impact sur le climat et l'environnement.

“Près de la moitié des fruits et légumes produits sont gaspillés dans le monde entier.”





En vedette:

#WUWM2022, favoriser la coopération pour atteindre l'ODD 12.3 : Seules l'innovation et les investissements dans de meilleures chaînes d'approvisionnement alimentaire peuvent prévenir l'aggravation du gaspillage alimentaire.

8

Chaque année, le monde produit plus de nourriture qu'il n'en consomme. Pourtant, selon une étude récente du Programme des Nations unies pour l'environnement, 40 % de tous les aliments frais sont gaspillés avant d'arriver sur nos tables. Aujourd'hui, près de la moitié de tous les fruits et légumes produits sont gaspillés.

Dans l'optique d'atteindre l'objectif 12.3 du développement durable (réduire de moitié le gaspillage alimentaire mondial par habitant au niveau des détaillants et des consommateurs et réduire les pertes alimentaires le long des chaînes de production et d'approvisionnement, y compris les pertes après récolte) d'ici 2030, les experts du secteur appellent à des «chaînes d'approvisionnement plus intelligentes» qui adoptent des initiatives à l'échelle du secteur visant à éliminer les risques actuels du système. Ils conseillent à l'industrie d'adopter une approche nouvelle et plus innovante des chaînes d'approvisionnement, qui les considère davantage comme un écosystème où chaque participant optimise son rôle et déploie les technologies, les processus et les méthodologies nécessaires.



En ce sens, ils appellent à l'adoption d'une approche de «chaînes d'approvisionnement vivantes».

Le concept d'une «chaîne d'approvisionnement vivante» pleinement fonctionnelle n'est pas loin, mais il ne pourra devenir une réalité que lorsque tous les participants - producteurs, fabricants, distributeurs, grossistes, détaillants et consommateurs - seront en mesure de fournir des données en temps réel», a déclaré le Dr Chris Mejía, chercheur au centre de transport et de logistique du MIT et directeur et fondateur du laboratoire des opérations alimentaires et de détail du MIT, qui interviendra lors de la conférence du WUWM.

«Il est vrai que des chaînes d'approvisionnement alimentaire mondiales plus sophistiquées nécessitent des infrastructures et des formations plus importantes, nous devons commencer à les construire dès maintenant» a-t-il ajouté.

“Les experts dans ce domaine appellent à des «chaînes d’approvisionnement plus intelligentes» qui adoptent des initiatives à l’échelle du secteur visant à éliminer les risques actuels du système.”

La conférence examinera certaines des meilleures pratiques déployées sur les marchés mondiaux. Par exemple, le Marché de Gros de Rungis a créé son propre incubateur d’entreprises, Rungis&Co., pour permettre aux entrepreneurs et aux nouvelles entreprises de tester des solutions et des services innovants en matière d’approvisionnement alimentaire. Benoit Juster, directeur exécutif des opérations du Marché de Gros de Rungis, explique : «Les marchés de gros doivent soutenir l’innovation dans l’approvisionnement alimentaire afin de développer des solutions locales qui répondent aux besoins de leurs communautés.»

La conférence présentera également certains des projets et politiques essentiels entrepris dans la région pour soutenir l’amélioration des chaînes alimentaires. Telle que l’ambitieuse stratégie de sécurité alimentaire de l’UEA, qui vise à faire des Émirats arabes unis le meilleur pays au monde en matière de sécurité alimentaire d’ici 2051 et parmi les dix premiers pays d’ici 2021. Indice mondial de sécurité alimentaire d’ici 2051 et parmi les 10 premiers pays d’ici 2021, de développer un système national complet basé sur la production alimentaire durable grâce à l’utilisation de technologies modernes, de renforcer la production locale, de développer des

partenariats internationaux pour diversifier les sources de nourriture, d’activer la législation et les politiques qui contribuent à améliorer la nutrition et de lancer une législation et des politiques pour réduire les déchets. Cela montre l’importance de la mobilisation des gouvernements et de la mise en place de politiques alimentaires ambitieuses afin de favoriser la transition des systèmes alimentaires au niveau local. L’initiative des ports d’Abu Dhabi sera également mise en avant : la société a annoncé qu’elle développait l’un des plus grands centres de commerce et de logistique alimentaire de la région à KIZAD, en partenariat avec le groupe Ghassan Aboud. Un exemple clair de mobilisation et d’engagement du secteur privé.

Stéphane Layani, président de la WUWM, a déclaré : «Il est maintenant temps d’agir, il est temps de prendre des mesures audacieuses pour introduire des mesures qui permettront à chaque acteur industriel de la chaîne d’approvisionnement de l’alimentation vivante d’éviter les risques inutiles et d’apporter plus d’efficacité. Cette conférence abordera les risques liés à la chaîne d’approvisionnement, mais aussi les nombreuses et passionnantes opportunités de coopération accrue en tant qu’industrie mondiale d’importance vitale».



Entretien

avec **Abdullah Al Hameli, directeur général des villes économiques et des zones franches, Abu Dhabi Ports Group, à propos de la conférence #WUWM2022.**

Alors que le WUWM organise sa conférence annuelle dans quelques semaines aux Émirats arabes unis, nous sommes heureux de partager avec nos lecteurs un entretien perspicace avec M. Abdullah Al Hameli, PDG des villes économiques et des zones franches à Abu Dhabi Ports, qui nous explique pourquoi il pense que cette conférence jouerait un rôle pour trouver des solutions et atténuer les possibilités d'une crise alimentaire.

M. Abdullah Al Hameli, pourquoi pensez-vous que cette conférence pourrait jouer un rôle pour trouver des solutions et atténuer les possibilités d'une crise alimentaire ?

10

D'une certaine manière, une crise alimentaire touche déjà le monde. L'Assemblée générale des Nations unies a mis en garde contre une vague croissante de famine et de malnutrition. En raison de facteurs tels que la pandémie de COVID-19, le changement climatique et les conflits internationaux, près d'un milliard de personnes souffriront de la faim en 2021. Nous avons la chance, aux Émirats arabes unis, de bénéficier d'un leadership visionnaire qui a anticipé ces problèmes et développé une vaste stratégie pour la sécurité alimentaire, en se concentrant sur les technologies modernes et l'amélioration de la production locale pour assurer la production durable d'aliments frais.

Cependant, les défis fondamentaux de l'approvisionnement alimentaire durable nécessitent une collaboration mondiale entre les producteurs et les distributeurs de denrées alimentaires, afin que nous puissions réduire les pertes alimentaires, augmenter la résilience de la chaîne d'approvisionnement et promouvoir l'innovation et les outils numériques pour assurer la sécurité alimentaire. C'est pourquoi, AD Ports Group accueille cette année la conférence WUWM à Abu Dhabi. Le partage des innovations, des meilleures pratiques et des nouvelles approches nous permettra d'atténuer l'impact de la crise actuelle et d'éviter les perturbations futures des chaînes d'approvisionnement alimentaire.



C'est la première fois qu'un pays de la région MENA organise une conférence du WUWN. Pourquoi pensez-vous que cette conférence pourrait avoir un impact dans la région ?

Historiquement, la région MENA a été exceptionnellement dépendante des importations alimentaires, avec environ 50% des aliments importés dans la région. On constate également une dépendance excessive à l'égard des aliments transformés, les régimes alimentaires ne comportant pas suffisamment de fruits et de légumes frais, ce qui entraîne l'obésité et d'autres problèmes de santé.

Les Émirats arabes unis (EAU) et la région au sens large prennent des mesures proactives pour réduire cette dépendance. Par exemple, l'ADAFSA lance plusieurs initiatives qui visent à stimuler la production locale et à améliorer l'accessibilité au marché et la compétitivité des produits locaux. Ces initiatives visent également à encourager les industries de soutien à l'alimentation et à l'agriculture. En février 2022, AD Ports Group a annoncé le lancement du «Abu Dhabi Food Hub - KEZAD», en partenariat avec Ghassan Aboud Group, qui couvrira une superficie totale de 3,3 millions de m² et comprendra des zones de marché, des zones d'activités complémentaires, des entrepôts frigorifiques industriels, des installations de logistique, de gestion des déchets et de traitement des eaux.

Le moment est donc venu d'accueillir la WUWM dans la région. Nous sommes impatients d'apprendre des marchés de gros mondiaux et de partager les enseignements que nous avons tirés de l'activité intensive de ces dernières années.

Les Émirats arabes unis ont pour objectif de devenir l'un des premiers pays en termes de sécurité alimentaire. Pouvez-vous nous dire comment votre pays en est arrivé à cet objectif ? Quelles sont les étapes que vous envisagez de développer pour atteindre cet objectif ? Dans quelle mesure la structuration de l'approvisionnement alimentaire, par le biais d'un hub alimentaire, vous aiderait-elle à atteindre cet objectif ?

En lançant la stratégie nationale de sécurité alimentaire 2051, les Émirats arabes unis visent à atteindre une sécurité alimentaire pour tous en garantissant l'accès à une alimentation sûre, nutritive et suffisante tout au long de l'année. La stratégie vise spécifiquement à mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes qui augmentent la productivité et la production, et qui contribuent au maintien des écosystèmes.

En ce qui concerne le Food Hub, la recherche montre que des marchés de gros plus efficaces, et des débouchés urbains plus généraux, permettent à la nourriture d'atteindre tout le monde à un prix plus abordable, de réduire le gaspillage et d'augmenter la diversité des régimes alimentaires de la population. Nous voyons un énorme potentiel pour le Hub alimentaire d'Abu Dhabi - KEZAD pour augmenter l'accès à la nourriture dans la région et contribuer à la stratégie de sécurité alimentaire nationale.

Il est intéressant de noter que nous exportons notre expertise dans ce domaine. Outre le centre alimentaire d'Abu Dhabi - KEZAD, le groupe AD Ports met également en place un centre intégré de stockage et de distribution de produits alimentaires en Ouzbékistan afin d'améliorer le commerce alimentaire de ce pays sur les marchés mondiaux et de renforcer la sécurité alimentaire en Asie centrale.



“L'objectif principal de la conférence est de trouver des moyens de fournir aux communautés des régimes alimentaires équilibrés, sains et nutritifs, et de surmonter les difficultés actuelles qui limitent l'accès d'une partie importante de la population mondiale.”

Les EAU avaient l'habitude d'importer 80% des produits alimentaires consommés. La pandémie du Covid-19 a montré la nécessité de relocaliser la chaîne d'approvisionnement pour apporter plus de résilience en termes d'instabilité externes ou internationale. Néanmoins, votre région est particulièrement aride et chaude pour la production alimentaire. Selon vous, quel est le rôle que l'innovation peut jouer pour surmonter ces difficultés ?

L'innovation est un outil crucial pour promouvoir la sécurité alimentaire. Aux Émirats arabes unis, chaque composant d'un vaste système d'approvisionnement alimentaire est en train d'être numérisé, et nous assistons à une croissance rapide du marché de l'agro-technologie, stimulée par la demande croissante d'amélioration de la productivité et de la culture des récoltes.

Le principe fondamental de la transformation numérique consiste à remplacer les processus analogiques et dépassés par une technologie moderne et totalement intégrée. Les plateformes alimentaires numériques peuvent s'intégrer à des capteurs, des balances, des compteurs et des thermomètres intelligents pour effectuer automatiquement les relevés qui permettent de contrôler la qualité des produits et l'efficacité des processus.

Pour soutenir l'innovation, nous adoptons une approche multi-agences pour relever ce défi. Parallèlement à la stratégie nationale de sécurité alimentaire, nous plaçons les technologies avancées et les solutions de la quatrième révolution industrielle au cœur de notre stratégie.





L'une des spécificités de votre modèle est l'engagement de l'un des plus grands logisticiens, les ports AD, dans le développement de ce hub alimentaire régional. Dans quelle mesure pensez-vous que le port apporte une valeur ajoutée à la structure traditionnelle d'un marché de gros?

Une offre logistique solide peut jouer un rôle fondamental dans l'accessibilité et la structure des coûts des chaînes d'approvisionnement en produits alimentaires. Grâce à ses capacités en eaux profondes, à sa situation géographique stratégique et à son accès à un vaste réseau routier, aérien et ferroviaire, le port de Khalifa facilite la circulation des produits, ce qui contribue à l'abondance et à la compétitivité de l'alimentation dans la région.

En outre, AD Ports Group dispose d'importantes ressources en matière de villes économiques et de zones franches, notamment le KLP21, récemment lancé, qui est l'un des centres logistiques à température contrôlée les plus grands et les plus avancés de la région. Nous offrons un écosystème idéal aux producteurs alimentaires et aux entreprises technologiques.

“L'approvisionnement alimentaire durable nécessite une collaboration mondiale entre les producteurs et les distributeurs de denrées alimentaires afin que nous puissions réduire les pertes alimentaires, accroître la résilience de la chaîne d'approvisionnement et promouvoir l'innovation et les outils numériques pour assurer la sécurité alimentaire.”

Que peuvent attendre les participants à la conférence de l'événement ?

Le principal objectif de la conférence est de trouver des moyens de fournir aux communautés des régimes alimentaires équilibrés, sains et nutritifs, et de surmonter les difficultés actuelles qui limitent l'accès d'une partie importante de la population mondiale.

Des représentants des principales parties prenantes qui façonnent les systèmes alimentaires, des organismes gouvernementaux aux producteurs de denrées alimentaires, en passant par les autorités des marchés de gros, les banques alimentaires, les logisticiens et les experts universitaires, seront présents pour discuter de ces questions essentielles.

Parmi les orateurs confirmés, citons S.E. Mariam bint Mohammed Almheiri, ministre du changement climatique et de l'environnement des Émirats arabes unis, S.E. Saeed Al Bahri Salem Al Ameri, directeur général de l'Autorité d'Abu Dhabi pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (ADAFSA), Graham Sanders, PDG du Hub alimentaire d'Abu Dhabi (KEZAD), M. Stéphane Layani, président de l'Union mondiale des marchés de gros, président et PDG de Rungis International, et M. Pierre Levy, PDG et cofondateur de Califrais. Stéphane Layani, président de l'Union mondiale des marchés de gros ; président et directeur général de Rungis International ; et M. Pierre Levy, directeur général et cofondateur de Califrais.

En réunissant les principales parties prenantes à Abu Dhabi, nous pourrions nous attaquer activement aux problèmes actuels et envisager un avenir plus stable et plus sûr sur le plan alimentaire.



Entretien

avec Mme Delphine Acloque (PhD), experte renouvelée des systèmes alimentaires dans les pays de la région MENA

13

En vue de la prochaine conférence, nous avons eu le plaisir d'interviewer Delphine Acloque, experte renouvelée et chercheuse sur les systèmes alimentaires dans les pays de la région MENA, qui a partagé avec nous son point de vue sur les principaux défis en termes de sécurité alimentaire, d'innovation, de chaînes agroalimentaires dans la région MENA, ainsi que les « bonnes recettes » que cette région aride pourrait partager avec d'autres pays du monde confrontés à des conditions climatiques de plus en plus extrêmes en termes d'agriculture et de durabilité.

Pouvez-vous nous dire en quelques lignes quelles sont les caractéristiques spécifiques des systèmes de la région MENA ? Quels sont, selon vous, les principaux défis auxquels la région est confrontée aujourd'hui en matière de sécurité alimentaire ?

La région MENA est très préoccupée par la sécurité alimentaire de ses populations dans un contexte d'inflation des prix et de déstabilisation du commerce mondial. Le risque alimentaire n'est cependant pas nouveau dans la région, qui a connu des émeutes de la faim en 2008 puis

les révolutions du « Printemps arabe », dont la composante alimentaire est indéniable. Les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient sont confrontés à quatre défis majeurs pour assurer l'accès à une alimentation suffisante en quantité et en qualité.

- Le premier défi est environnemental. Dominés par un climat aride et une quantité limitée de terres arables et d'eau douce, les pays de la région sont confrontés aux défis de la surexploitation des ressources, et plus largement aux risques du changement climatique : salinisation des terres et des nappes phréatiques, sécheresses ou, à l'inverse, inondations dévastatrices.

- Le deuxième défi est démographique, avec une croissance supérieure à 3% dans plusieurs pays de la région, et urbain. Les villes de la région attirent les populations rurales, mais aussi les immigrés, qui sont majoritaires dans la plupart des métropoles du Golfe. Si le défi majeur est d'approvisionner les mégapoles en pleine expansion, comme Le Caire, Téhéran ou Istanbul, il s'agit aussi de répondre aux nouveaux besoins d'une classe moyenne de citadins vivant dans les villes secondaires. Ils recherchent de plus en plus des produits diversifiés et sains, faciles d'accès et rapides à cuisiner ou à consommer.

- Le troisième défi est commercial et logistique: la plupart des pays de la région MENA sont extrêmement dépendants des importations et donc des sources d'approvisionnement extérieures. C'est le cas pour les produits de base (blé, riz, sucre, huile), mais aussi pour les produits de l'industrie alimentaire. Environ 50% des denrées alimentaires sont importées dans toute la région, et cette part atteint des niveaux très élevés aux Émirats arabes unis (EAU), qui

“La région MENA est très préoccupée par la sécurité alimentaire de ses populations dans le contexte de l'inflation des prix et de la déstabilisation du commerce mondial.”

dépendent des importations à plus de 80%, au Qatar (90%) et au Koweït (plus de 95%). Le défi consiste à sécuriser la logistique alimentaire pour éviter les ruptures d'approvisionnement tout en développant les capacités et les conditions de stockage, qui sont souvent limitées ou déficientes.

- Le quatrième défi est géopolitique : la région MENA est le lieu de multiples tensions et rivalités, qu'elles soient militaires, politico-religieuses, frontalières ou liées à l'eau. Ces conflits ont des répercussions sur l'approvisionnement et la disponibilité alimentaire des populations, comme dans le cas de la famine au Yémen ou de la baisse de la production agricole dans le nord de la Syrie. Le blocus du Qatar entre 2017 et 2021 a été un indicateur décisif de la combinaison des risques géopolitiques et alimentaires.

Il est également important de souligner la grande disparité des situations nationales, avec des écarts de richesse et de population extrêmement importants. Alors que le Qatar possède le PIB le plus important au monde pour une population de moins de 3 millions d'habitants, l'Égypte doit nourrir une population de 100 millions d'habitants dans un contexte de forte fragilité économique. Afin d'évaluer et de comparer la sécurité alimentaire des différents pays de la planète, le Global Food Security Index, développé par Economist Impact, prend en compte différents critères : accessibilité financière, disponibilité, qualité et sécurité des aliments, ressources naturelles et résilience. Dans le classement 2022, la région MENA comprend les pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire : Syrie (113e) et Yémen (111e), mais aussi des pays qui progressent régulièrement dans le classement. C'est le cas d'Israël et des EAU, respectivement en 23e et 24e position, qui visent à atteindre les premiers rangs d'ici 2050.

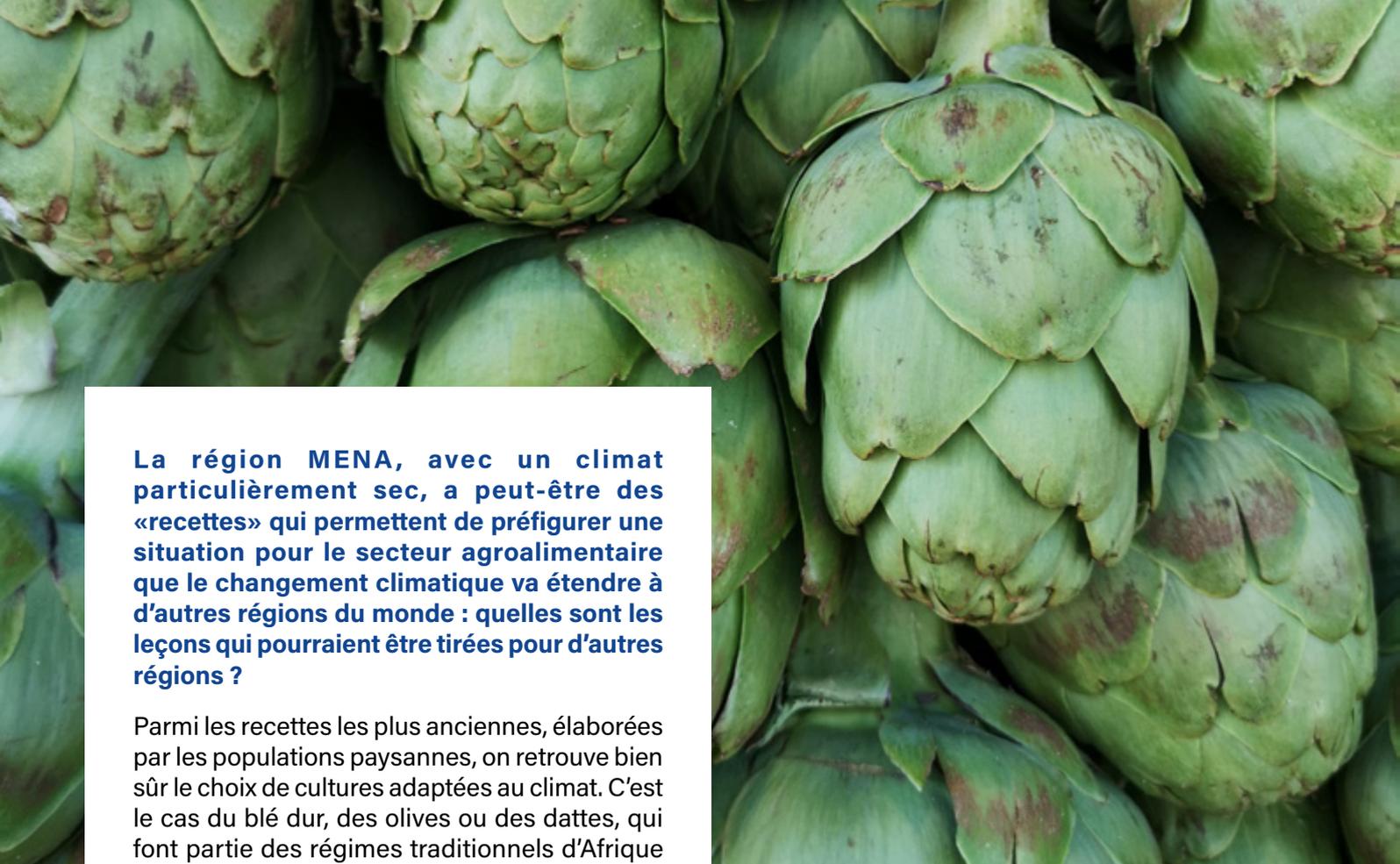
“La réforme des marchés est un défi majeur pour de nombreux pays de la région.”

Pourriez-vous également nous faire part de certaines des «bonnes pratiques» que vous avez observées (par exemple, le plan de sécurité alimentaire de l'UEA = diversification et production locale pour réduire la dépendance extrême aux importations)?

Dans la région MENA, la sécurité alimentaire et la sécurité de l'eau sont les deux faces d'une même médaille et les bonnes pratiques se trouvent dans la combinaison de ces deux composantes. La plupart des pays de la région ont placé les questions agricoles et alimentaires au centre de leurs stratégies nationales de développement à l'horizon 2030 ou 2050. Ces stratégies insistent toutes sur la nécessité de trouver des solutions au risque hydrique et aux contraintes environnementales. Le cas de l'Égypte est ici très intéressant puisque la sécurité alimentaire de la population égyptienne passe nécessairement par des solutions hydro-agricoles. Alors que le pays cherche des sources d'eau alternatives au Nil, des investissements récents ont été réalisés dans le traitement des eaux usées à des fins agricoles. L'Égypte multiplie également les initiatives commerciales avec l'Asie, l'Europe et l'Afrique afin de diversifier ses canaux d'approvisionnement tout en cherchant à moderniser ses infrastructures de stockage, essentielles pour sécuriser son approvisionnement.

Parmi les pratiques les plus prometteuses, l'aquaculture est en plein essor dans la région. Ce secteur contribue à améliorer l'autosuffisance et la sécurité alimentaires, grâce à l'apport de protéines, mais il fournit également des emplois et des revenus dans les zones rurales où les opportunités sont limitées. Les fermes piscicoles égyptiennes ont connu une croissance très rapide, représentant 92 % de la production de la région MENA. L'Arabie saoudite arrive en deuxième position avec 4,2 % de la production. Alors que la production aquacole était jusqu'à présent destinée aux marchés intérieurs, avec souvent un manque d'efficacité de la chaîne du froid et un système de marché peu clair, la promotion de l'aquaculture accélère la transformation du secteur. L'Arabie saoudite exporte des crevettes de haute qualité sur les marchés mondiaux et plusieurs pays cherchent à investir dans les infrastructures et les processus d'exportation. À court ou moyen terme, on peut envisager l'émergence de marchés de gros associés à des zones de transformation industrielle des poissons, ce qui positionnerait la région MENA sur la carte mondiale des principales routes et plaques tournantes des produits de la mer et de l'aquaculture.





La région MENA, avec un climat particulièrement sec, a peut-être des «recettes» qui permettent de préfigurer une situation pour le secteur agroalimentaire que le changement climatique va étendre à d'autres régions du monde : quelles sont les leçons qui pourraient être tirées pour d'autres régions ?

Parmi les recettes les plus anciennes, élaborées par les populations paysannes, on retrouve bien sûr le choix de cultures adaptées au climat. C'est le cas du blé dur, des olives ou des dattes, qui font partie des régimes traditionnels d'Afrique du Nord et du Proche-Orient. Cependant, les dernières décennies ont vu l'essor de nouvelles cultures, souvent beaucoup plus consommatrices d'eau. C'est le cas du blé tendre, dont les pays de la région MENA sont de très gros consommateurs, en lien avec les nouvelles habitudes alimentaires qui privilégient désormais le pain « occidental ». La mondialisation des habitudes alimentaires conduit au dilemme suivant : comment répondre à la demande de produits diversifiés et mondialisés, alors que les perspectives climatiques sont très pessimistes et que la dépendance vis-à-vis de l'extérieur constitue un risque majeur ?

Pour faire face à ce dilemme, de nombreuses innovations et « solutions » technologiques se répandent. L'irrigation au goutte-à-goutte, inventée en Israël dans les années 1960, s'est répandue dans tous les pays de la région : on parle d'une révolution du goutte-à-goutte. Les start-up israéliennes sont aujourd'hui à la pointe de l'agritech, permettant au pays d'exercer un véritable soft power dans la région par la vente de leurs technologies et la circulation d'experts et d'ingénieurs israéliens dans différents pays de la région. Pour répondre aux environnements contraignants et au manque de terres arables, l'hydroponie est une innovation majeure. Elle est basée sur la culture hors-sol et peut être couplée (ou non) à l'agriculture verticale. Ces deux technologies se développent très

rapidement en Israël, aux EAU et au Qatar. Ces innovations reposent sur un contrôle très poussé des conditions de culture : climatisation, lumières artificielles, fertilisation à la racine. Dans les villes, les fermes verticales empilent les cultures sur plusieurs étages, tandis que dans les zones rurales et désertiques, les serres se multiplient. Les cultures à forte valeur ajoutée (tomates, concombres, salades, herbes fraîches) sont privilégiées et ne sont accessibles qu'à une petite partie de la population. Si ce modèle est prometteur, il se heurte à des limites financières, nutritionnelles et environnementales (eau et énergie) qui rendent difficile sa diffusion dans les pays économiquement fragiles, où les capacités d'investissement et le personnel qualifié font défaut.

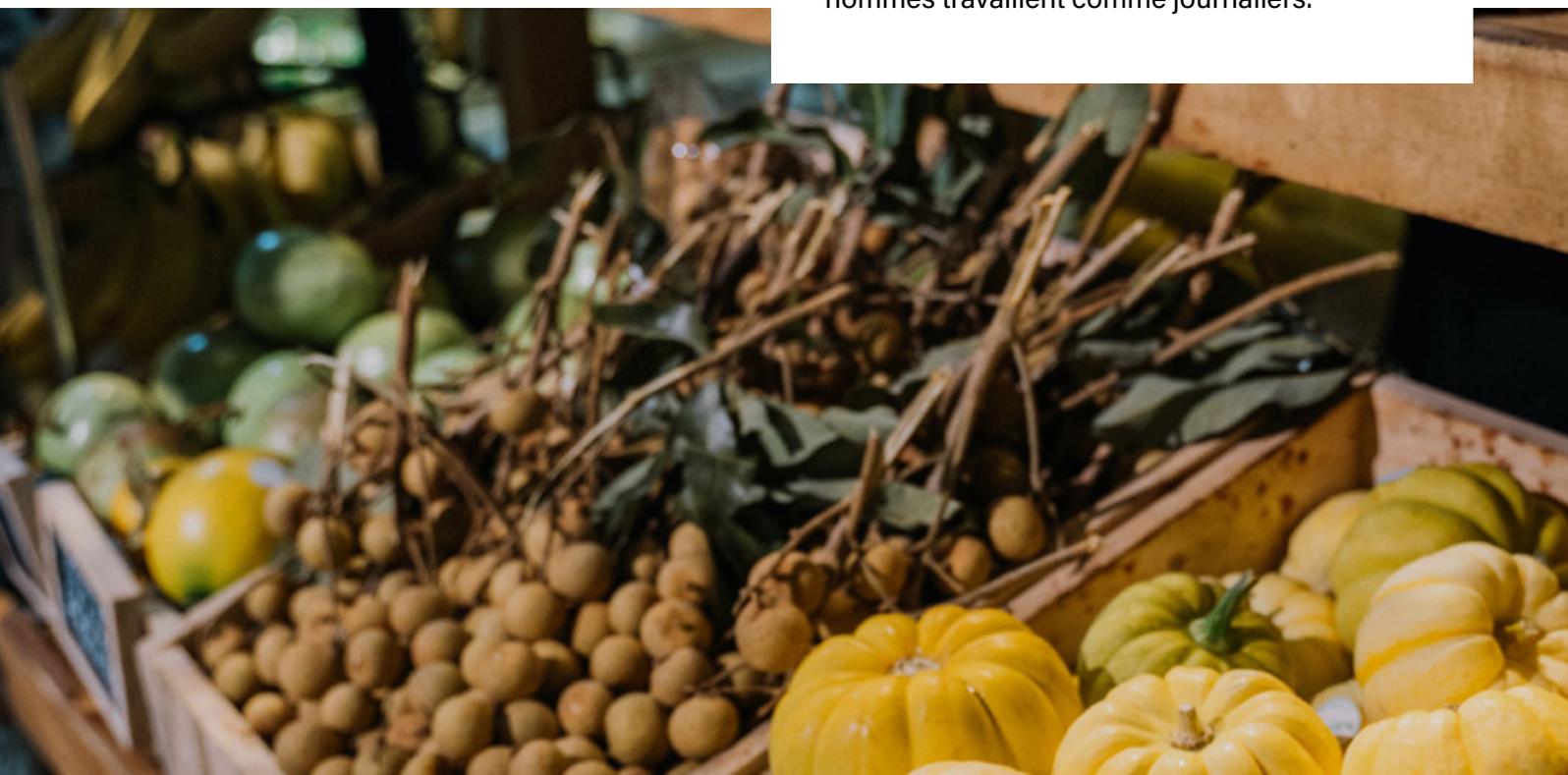
Autre recette expérimentée dans la région pour faire face à la salinisation croissante et au risque d'élévation du niveau de la mer : les cultures tolérantes au sel. À Dubaï, le Centre international d'agriculture biosaline a développé des projets pilotes basés sur un modèle d'économie circulaire : les déchets de saumure des usines de dessalement sont utilisés pour l'aquaculture et pour la production de plantes halophytes. On y trouve notamment des parcelles de salicorne, jusqu'alors inconnue dans la région MENA, mais dont la commercialisation reste très incertaine.

Quel est le rôle actuel des marchés de gros dans la région ? Quel rôle pensez-vous qu'ils puissent jouer pour assurer la transition des systèmes alimentaires vers la durabilité et la résilience et dans quelles conditions ?

Les marchés de gros de la région MENA sont très diversifiés : il existe des marchés récents et modernes comme le Dubai Central Market (inauguré en 2004 et agrandi pour répondre à la croissance très rapide du marché des fruits et légumes), mais aussi de nombreux marchés qui ne sont pas adaptés aux exigences sanitaires et logistiques contemporaines. C'est notamment le cas dans les villes secondaires, où les marchés de gros, encore souvent situés en centre-ville, ne disposent pas d'installations de stockage réfrigérées et sont confrontés à des pertes alimentaires quotidiennes très élevées. De nombreux marchés de la région sont confrontés à une série de problèmes : hygiène insuffisante, cadres réglementaires inadéquats, transactions informelles, augmentation du nombre d'intermédiaires et manque de normalisation et de transparence des prix. Les projets de réforme sont nombreux, mais ils sont ralentis par des intérêts divergents et des questions politiques complexes. Si l'on prend l'exemple des marchés de gros du Maroc, un projet de loi a finalement été adopté à l'été 2021 après une décennie de tensions et de controverses. Il vise à réformer la loi de 1962 donnant aux marchés le monopole de l'approvisionnement urbain. La réforme a été critiquée notamment par les élites politiques locales, qui voient dans les marchés une source de recettes fiscales.

Les marchés de gros de la région MENA souffrent également de la concurrence d'autres segments commerciaux. Les grands supermarchés et hypermarchés, qui se sont développés rapidement depuis 1990-2000, ont tendance à passer des contrats directement avec les producteurs. Ils sélectionnent les tailles et les qualités souhaitées, ce qui affaiblit le fonctionnement des marchés de gros. C'est le cas en Égypte, où les fruits et légumes de haute qualité ne passent pas (ou seulement exceptionnellement) par les marchés de gros. De nombreuses agences de développement et partenaires internationaux collaborent avec les gouvernements de la région pour moderniser et élargir les missions des marchés de gros afin d'attirer de nouveaux clients et de réaffirmer leur rôle. L'objectif est également d'évoluer vers le commerce électronique, bien que celui-ci soit encore l'apanage d'une minorité de pays de la région.

La réforme des marchés est donc un enjeu majeur pour de nombreux pays de la région. Encore faut-il que ces mesures s'appuient sur une compréhension fine des territoires et des acteurs qui vivent du marché et dans le marché. Comme l'ont montré les anthropologues, les marchés de gros sont des « espaces ressources » vitaux pour les populations précaires des grandes villes de la région. En témoigne le marché de gros de Beyrouth, situé à côté d'un bidonville, où se concentrent les populations syriennes arrivées en masse avec la guerre en Syrie. Ces populations extrêmement vulnérables survivent au jour le jour grâce à l'activité du marché : les femmes glanent les invendus et les hommes travaillent comme journaliers.





Vous êtes également un expert en logistique des systèmes alimentaires. Pourriez-vous partager votre opinion sur la voie que les pays devraient suivre pour assurer une meilleure logistique dans le secteur des aliments frais ?

17

Les pays de la région sont particulièrement actifs dans le développement de leurs infrastructures agro-logistiques. En témoignent les investissements colossaux réalisés pour agrandir les ports, les moderniser et étendre les capacités de stockage réfrigéré. Depuis la fin des années 2000, les EAU poursuivent des stratégies très ambitieuses en matière de logistique alimentaire. L'objectif est d'assurer sa propre sécurité alimentaire, mais aussi de renforcer sa capacité à influencer la sécurité des autres. Dubai Ports World, qui contrôle de nombreux ports et routes alimentaires stratégiques, continue de tisser sa toile à travers les océans du monde. DPW est chargé de développer le port égyptien d'Ain Sukhna sur la mer Rouge. Il s'agit d'une ouverture maritime majeure située à l'interface entre le canal de Suez au nord, le Caire à l'ouest et les pays de la Corne de l'Afrique au sud. Ces hubs agro-logistiques, essentiels aux chaînes de valeur mondiales, contribuent au rayonnement géopolitique et géo-économique des EAU. Un autre projet d'envergure qui témoigne de l'importance croissante des relations agricoles avec l'Asie est la mise en place d'un corridor agroalimentaire reliant le Moyen-Orient à l'Inde. Ce corridor devrait relier les exploitations agricoles indiennes aux ports des EAU et aux entreprises agroalimentaires émiraties dans les années à venir. La création d'une plateforme de mise en relation des acteurs indiens et émiratis et la mobilisation des technologies numériques via des partenariats avec Israël sont également prévues. Plus largement, ce corridor illustre les stratégies de diversification des approvisionnements alimentaires dans la région MENA.

“Les pays de la région sont particulièrement actifs dans le développement de leurs infrastructures agro-logistiques.”

Si les circuits de distribution longs dominent pour de nombreux produits, des initiatives de vente directe et de développement de produits locaux sont également en cours. Par exemple, les marchés de producteurs et les paniers de produits frais commandés sur Internet ont émergé ces dernières années en Égypte, au Maghreb et dans le Golfe. Ces initiatives sont appelées à se développer pour répondre aux nouvelles attentes des classes moyennes et supérieures des villes. Les pays du Maghreb se sont également engagés dans des démarches d'indication géographique afin de valoriser le lien au territoire de certains produits.

L'avenir de l'alimentation dans la région passera par la coexistence et l'hybridation des modèles de production et de commercialisation afin de satisfaire des clients aux attentes et aux capacités de financement très différentes. C'est donc la nécessaire agilité des acteurs de la logistique alimentaire qu'il faut encourager pour se positionner à l'interface entre le local et le global et au contact d'une pluralité d'exigences économiques, sociales et culturelles.

Bonnes pratiques:

Peter Defranceschi, Directeur d'ICLEI - Local Governments for Sustainability- partage avec nous le «EU School Scheme and the Manifesto on minimum standards for public canteens» qu'ICLEI vient de lancer!

18

ICLEI - Local Governments for Sustainability est un réseau mondial de plus de 2500 gouvernements locaux et régionaux engagés dans le développement urbain durable. Actifs dans plus de 125 pays, il s'efforce d'influencer les politiques de durabilité et de stimuler l'action locale en faveur d'un développement à faibles émissions, fondé sur la nature, équitable, résilient et circulaire.

En ce sens, ICLEI travaille en étroite collaboration avec un réseau étendu de gouvernements locaux et régionaux et de partenaires sur un large éventail de sujets, dont la transformation des systèmes alimentaires.

ICLEI vient de lancer une pétition pour «un repas sain pour chaque enfant dans chaque école». La pétition fait partie de la campagne «Buy Better Food» et contient une proposition concrète pour la mise en œuvre des objectifs des stratégies «de la ferme à la fourchette» de l'Union européenne (UE) en ce qui concerne l'approvisionnement en aliments durables et le programme scolaire de l'UE. WUWM a signé cette pétition et est heureux de partager avec tous nos membres et lecteurs des informations perspicaces sur cette campagne que nous espérons que tous nos membres et partenaires rejoindront également !



“Chaque enfant devrait avoir accès à un repas sain à l'école et apprendre d'où viennent les aliments.”

Cher Peter, pourriez-vous partager avec nos membres une vue d'ensemble de la campagne? Pourquoi ICLEI l'a-t-elle lancée? Quels sont les principaux objectifs/buts de cette campagne?

L'approvisionnement alimentaire public durable peut sembler complexe pour beaucoup, mais en fait, cela signifie un grand impact dans une petite assiette ! Avec les bonnes conditions, vous pouvez avoir la plupart des objectifs de développement durable dans une seule assiette - plus de nourriture régionale, de santé, de culture et d'action contre le changement climatique.

Étant donné qu'un nombre croissant de parents ont des difficultés à s'offrir des aliments frais, nous avons co-développé cette proposition très concrète et simple pour la Commission européenne pour la mise en œuvre de la stratégie «de la ferme à la fourchette». Chaque enfant devrait avoir accès à un repas sain à l'école et apprendre d'où viennent les aliments. Avec certains repas, il est difficile de le savoir, et nous voyons de plus en plus d'enfants manger moins de la moitié de leurs repas parce qu'ils ne font plus confiance à ce qu'ils contiennent.

La campagne a reçu un grand nombre de soutiens, pouvez-vous nous dire comment se déroule la campagne ?

Nous avons atteint plus de 6 000 signatures en peu de temps et nous avons touché plus de personnes que nous n'en toucherions probablement dans cinq ans ! Nous avons touché tout le monde, de mon professeur de tango à des influenceurs célèbres en passant par le cabinet de la présidente de la CE, Ursula von der Leyen, qui sera certainement d'accord avec notre pétition puisqu'elle a sept enfants, un diplôme de médecine et qu'elle a déjà été ministre de la famille ! Nous espérons obtenir au moins 10 000 signatures d'ici le 11 octobre, date à laquelle nous remettrons la pétition à la Commission européenne lors d'une conférence de presse. Session de haut niveau de l'EURegionsWeek au Comité européen des régions. Mais j'admets que c'est un travail secondaire difficile pour faire grimper les chiffres rapidement !



Parallèlement à la pétition, il est présenté le Manifeste sur les normes minimales pour les cantines publiques, un Manifeste visant à inspirer les décideurs politiques sur ce que «l'achat de repas sains» pourrait signifier concrètement. Pouvez-vous nous en dire plus sur le Manifeste ?

En effet, la pétition porte sur «des repas sains pour chaque enfant dans chaque école» et le manifeste fournit des objectifs concrets, des critères d'appel d'offres et des moyens d'action sur ce que pourraient être des «repas sains». Le Manifeste porte sur les exigences minimales pour les cantines publiques et a été développé au sein de l'UE. Coalition pour une politique alimentaire européenne et passé au crible par des experts juridiques. Après tout, c'est la Commission européenne elle-même qui nous a fortement encouragés à aller de l'avant avec nos idées sur la pétition et le manifeste. Le Manifeste vise à inspirer la Commission européenne et les États membres de l'UE, ainsi que les autorités publiques régionales et locales, avec sept propositions concrètes pour établir des normes minimales pour les cantines publiques en Europe.

Quels sont les 7 critères élaborés dans le Manifeste ?

Le Farm to Fork Procurement Manifesto présente sept critères obligatoires (minimum) et facultatifs pour les cantines publiques dans les domaines suivants :

1. Une alimentation saine
2. Produits biologiques et autres produits agro-écologiques
3. Soutien aux petits exploitants agricoles
4. L'action climatique
5. Économie sociale et droits du travail
6. Commerce équitable
7. Normes de bien-être animal

Le Manifeste est actuellement en cours de mise en page et fera ensuite l'objet d'une large promotion.

Et pourquoi se concentrer sur les écoles ?

La pétition porte sur les écoles car nous pensons qu'offrir un repas sain à chaque enfant dans chaque école est une solution facile pour les décideurs politiques, car elle présente de nombreux avantages, notamment économiques, et garantit l'égalité d'accès à une alimentation saine. Nous coordonnons le plus grand projet européen sur l'approvisionnement alimentaire durable appelé SchoolFood4Change. Nous coordonnons le plus grand projet de l'UE sur les achats alimentaires durables, qui vise à toucher plus de 600 000 enfants et jeunes dans plus de 3 000 écoles dans 12 États membres de l'UE. Cet objectif sera atteint par le biais d'appels d'offres innovants, d'une approche globale de l'alimentation scolaire qui considère les écoles comme des catalyseurs du changement du système alimentaire urbain - et pas seulement comme un lieu où les enfants sont nourris - et enfin, en responsabilisant les cuisiniers et en mettant l'accent sur les régimes alimentaires de santé planétaire.

Le Manifeste porte plus généralement sur les cantines publiques, y compris les hôpitaux, les maisons de retraite et autres cantines publiques.

De quelle manière pensez-vous que les marchés de gros pourraient collaborer avec les villes pour contribuer à la réalisation des objectifs de la campagne ?

Quel meilleur moyen de reconnecter les enfants et les jeunes à la culture alimentaire que de les amener chez des producteurs et sur des marchés de gros où ils peuvent apprendre tant de choses ? La durabilité repose en grande partie sur la diversité, les aliments frais, les fruits et les légumes.

Nous pouvons nous inspirer de vos exemples de bonnes pratiques, comme à Madrid, où le gouvernement régional veille à ce que des fruits et légumes sains, frais et locaux soient achetés chez les grossistes locaux de Mercamadrid pour les cantines scolaires et les événements scolaires, afin que les enfants aient une alimentation saine et nutritive.

Nous aimerions explorer avec vous comment la chaîne de refroidissement et de stockage pourrait être améliorée pour éviter les pertes et le gaspillage de nourriture dans les villes. Par ailleurs, mon collègue de notre bureau en Inde m'a récemment dit qu'il était très intéressé par l'établissement d'un lien entre les villes et les marchés, car ce sont les gouvernements locaux qui sont en charge des marchés, alors que les achats alimentaires et autres domaines liés à l'alimentation appartiennent à des niveaux gouvernementaux plus élevés.

Événements:

Le groupe des marchés de rue du WUWM s'est réuni à Stugart (Allemagne) avec l'association allemande des marchés de gros afin de promouvoir les marchés de rue de produits alimentaires frais et de planifier les événements à venir !

20

Le groupe WUWM Retail s'est réuni à Stugart le 30 septembre pour planifier un prochain événement visant à soutenir les marchés de détail des produits alimentaires frais. Nous avons eu le plaisir d'interviewer Jean-Paul Auguste, directeur du groupe WUWM Retail, et Frank Willhausen, de GFI, qui ont partagé avec nous les principaux résultats de cette réunion fructueuse.

Quels sont les principaux résultats de cette réunion conjointe entre GFI et le groupe LYLM ?

M. Auguste : GFI a proposé d'accueillir la réunion habituelle de LYLM en septembre, lorsque nous devons faire le point sur la campagne de mai/juin. Et l'opportunité d'être accueilli à Stuttgart était formidable car de nombreux événements de marché ont eu lieu ce week-end, montrant à quel point la vie du centre ville est dynamique ! . Le ministre allemand de l'agriculture nous a rejoint lors de la célébration du samedi sur la place Schiller et nous a expliqué comment le gouvernement fédéral soutenait les marchés et les initiatives de LYLM. La prochaine réunion du comité LYLM est prévue le 2 décembre à Paris.

M. Willhausen : Le 1er octobre, Stuttgart a célébré son traditionnel marché hebdomadaire de Thanksgiving sous la forme d'une journée d'action devant la Stiftskirche sur la Schillerplatz. Cet événement était également le point culminant de la campagne 2022 «Experience your local market», la déclinaison allemande de Love your local market (LYLM). Cette année, nous avons eu la chance

d'avoir notre ministre fédéral de l'alimentation et de l'agriculture, Cem Özdemir, comme parrain de notre campagne - un grand succès mérité pour nos marchés membres de GFI et pour nous en tant qu'association. Le ministre fédéral a personnellement ouvert le marché de la semaine des récoltes et a eu des échanges intensifs avec les représentants du comité LYLM de nombreux pays européens. La réunion d'automne du comité LYLM de la veille, vendredi 30 septembre, s'est déroulée sous forme de réunion internationale à l'hôtel de ville de Stuttgart avec les collègues allemands. Le premier point à l'ordre du jour était un échange sur le travail actuel et les défis des marchés. Nous avons ensuite abordé la planification du LYLM et discuté des thèmes et lieux possibles pour 2023. La réunion a été extrêmement cordiale, amicale et productive. Elle a montré à quel point l'échange personnel et informé sur des sujets spécifiques aux marchés reste important.

Quel est le plan de travail du LYLM pour les 12 prochains mois ?

M. Auguste : Après une campagne 2022 qui a été un bon succès, mais pas encore au niveau de fréquentation de la période pré-covid, il est maintenant temps de voir l'événement LYLM complet en action en 2023. La guerre, la dépression économique, l'inflation poussent actuellement les populations à considérer le niveau des prix des produits comme une priorité et dans un tel environnement psychologique, il est important de choisir des thèmes qui permettront aux marchés de détail et de gros d'atteindre le meilleur niveau qualitatif, tout en défendant notre capacité à être compétitifs. Les questions écologiques semblent également faire partie des principaux thèmes à soutenir (alimentation locale, zéro sac plastique, etc.).



your local
market



Que fait le WUWM pour encourager le rôle des marchés de produits frais ?

M. Auguste : Nous sommes en train d'organiser Love Your Local Market ! et ce travail doit être pleinement reconnu et soutenu par tous les membres de l'UIOM. La visibilité de la campagne LYLM aide les organes politiques (autorités gouvernementales, régionales, locales), les administrations centrales, à comprendre que les marchés de détail et de gros sont les seules solutions logistiques efficaces pour aider les produits frais à passer de la ferme à l'assiette, pour aider l'agriculture locale à survivre.

Les marchés sont aussi parmi les derniers endroits à offrir de véritables relations humaines et ce capital est un atout sur lequel investir pour les villes ! Comme toutes les populations ont besoin de manger et de se nourrir quotidiennement, les produits alimentaires sont au cœur de nos actions et c'est ce qui assure la position unique et attractive des marchés.

M. Willhausen : Notre association est depuis plus de 20 ans un réseau, un porte-parole et un partenaire d'action pour les marchés allemands des produits frais. Nous offrons à nos membres un large transfert de connaissances sur les marchés et les analyses de marché ainsi que sur les questions centrales de la gestion commerciale. Nos unités commerciales concentrent leur engagement, leur expérience et leur expertise sur les aspects d'efficacité et d'efficacité pour la viabilité future de nos marchés. Nos campagnes «Vitamine G comme sur le marché de gros» et «Faites l'expérience de votre marché hebdomadaire» assurent la visibilité, la pertinence et la légitimité de notre chaîne de valeur dans la société et la politique urbaines. En outre, en tant que point de contact central, nous regroupons les mesures de marketing des partenaires nationaux et internationaux du commerce de détail alimentaire qualifié et indépendant. Dans le cadre de notre réseau avec la WUWM, nous effectuons depuis des années des voyages d'étude dans les villes de marché européennes, où il nous est permis de jeter un coup d'œil dans les coulisses des marchés.

“Les marchés de gros sont au centre de la chaîne de valeur des aliments frais. Il est donc nécessaire de travailler en étroite collaboration avec tous les partenaires de la chaîne de valeur”

Pouvez-vous nous dire pourquoi vous pensez qu'il serait bénéfique pour les marchés de gros de renforcer leurs relations avec les marchés de détail des produits frais ? Et de quelle manière pensez-vous que nous pouvons y parvenir ?

M. Auguste : LYLM a été conçu dès le départ pour attirer également les marchés de gros. Pendant les périodes de crise en 2020, alors que les restaurants étaient fermés, ainsi que les cantines d'entreprises... etc, les commerçants du marché de détail ont maintenu et même augmenté leurs achats sur les marchés de gros. Cela a été clairement démontré, par exemple à Rungis, en France. Cela montre que le lien traditionnel entre les deux types de marchés est essentiel. Les marchés de gros doivent comprendre et soutenir la permanence de ce lien commercial. Les marchés de détail ont besoin des marchés de gros pour maintenir l'accès à une grande diversité de produits, à une courte distance d'eux, ce qui fait de leur alliance un véritable circuit court efficace.

Il est temps de voir les deux parties jouer ensemble d'une manière plus dense. La promotion d'événements communs, comme LYLM, est un premier pas vers une compréhension plus profonde et une fidélité future entre nos locataires respectifs, c'est pourquoi en 2022 la campagne LYLM Market a également été lancée sur le marché de gros de Lisbonne. La visibilité publique de la campagne LYLM nous donne un moyen stratégique d'augmenter les contacts avec les décideurs publics et d'obtenir leur soutien, d'obtenir des financements, d'empêcher que nos terres soient transformées en sites de spéculation immobilière, et de maintenir ainsi une distance et un horaire courts pour livrer des aliments frais dans les centres-villes. LYLM peut et va devenir également un groupe de réflexion pour les propositions d'autres actions conjointes, comme les membres ont discuté de ce projet à Stuttgart.

M. Willhausen : Lors de la réunion du comité LYLM, nous avons discuté de la poursuite de l'amélioration des relations entre les opérateurs des marchés de gros et les marchés de détail. Les marchés de gros sont au centre de la chaîne de valeur des aliments frais. Il est donc nécessaire de travailler en étroite collaboration avec tous les partenaires de la chaîne de valeur. Et c'est pourquoi la gestion des relations est notre travail quotidien ! C'est ainsi que nous maintenons la compétitivité de nos marchés en tant que plate-forme du commerce de gros non consolidé et du commerce de détail non consolidé. Cela concerne les relations commerciales existentielles entre les deux niveaux commerciaux ainsi que la communication commune. En Allemagne, nous avons l'avantage que la moitié de nos marchés de gros GFI gèrent également 85% des marchés hebdomadaires en Allemagne.

Dans le monde de WUWM

- Le **13 septembre**, WUWM a participé à la réunion en ligne «**Market systems at the center of urban-rural linkages**» organisée par UN-Habitat.
- Le **14 septembre**, WUWM a assisté au deuxième webinaire «**Les jeunes pour le travail conjoint sur l'agriculture de Koronivia à la COP27**», organisé par le Centre de connaissances sur le changement climatique de la FAO et YOUNGO en collaboration avec le Forum alimentaire mondial, YPARD, IAAS, UNFCCC et COP.
- Le **23 septembre**, WUWM a assisté à la vidéoconférence «**3ème réunion ad hoc du groupe d'experts sur le mécanisme européen de préparation et de réponse aux crises de sécurité alimentaire (EFSCM)**» organisée par l'Union européenne.
- Le **26 septembre**, l'WUWM a assisté au «**Code de conduite pour des pratiques commerciales et marketing responsables dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire**» organisé par le COPA et le COGECA en partenariat avec la Commission européenne.
- Le **26 septembre**, le WUWM a participé à la réunion en ligne du groupe de travail d'Eurocities sur l'alimentation «**Villes et marchés de gros - Opportunités de collaboration pour la durabilité et l'accessibilité de l'alimentation**», co-organisée avec Eurocities, le Pacte urbain de Milan et l'initiative «European Union Food Trails».
- Le **27 septembre**, WUWM a participé au webinaire «**Waste not, want not ! Comment concevoir une campagne efficace de lutte contre le gaspillage alimentaire basée sur l'information**», organisé par EUFIC.
- Le **29 septembre**, WUWM a participé au «**South Africa Food Systems Lab-Streamlining multi-level governance between local, provincial and national government for sustainable and resilient food systems in South Africa**» co-organisé par WUWM et ICLEI.



About WUWM :

We aim to facilitate access to healthy diets for everyone in the world by delivering more sustainable, inclusive, and high-quality fresh food supply systems. We exchange ideas, share best practices and cooperate with our partners in international organizations, governments, businesses, and the public.

